



CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **R**ESISTENCIA VENCERA

No 57-58

Septembre — octobre 1980

2f, 50¢

## Conversation avec Clotario Blest

Grand syndicaliste chilien, fondateur de la CUT (centrale unique de travailleurs), combattant courageux contre la dictature de Pinochet, Clotario Blest a récemment fait connaître sa position sur le plébiscite du 11 septembre. Il appelle les gens à S'ABSTENIR, à ne pas aller voter cette journée-là.

Nous reproduisons intégralement une entrevue effectuée par un correspondant de ANCHA le 28 août dernier.

**Q.: Quelle est, à votre avis, la position que doit adopter le peuple face au plébiscite de la dictature?**

**R.:** La classe travailleuse, je parle ici de ceux qui gagnent leur vie à la sueur de leur front, et non de ceux qui la gagnent au prix de la sueur des autres comme le font les spéculateurs et les exploités, doit, à mon avis, après soixante ans de luttes et à 80 ans, adopter une attitude claire, honnête et courageuse. Si nous rejetons la tyrannie, il n'y a pas d'autre solution que de lui désobéir car elle n'a aucunement le droit de nous dire quoi faire! Ainsi je crois que la classe ouvrière doit S'ABSTENIR DE VOTER. Elle doit refuser de se présenter aux urnes et même de sortir dans la rue cette journée-là, en signe de deuil.

**Q.: Selon vous, quelle tactique devraient adopter les organisations qui appellent à l'abstention?**

**R.:** A mon avis, il faut adopter la tactique de la non-violence active. Cela signifie ne pas sortir dans la rue, tout accomplir en silence. C'est là l'arme la plus efficace qui soit. Evidemment, il nous faut aussi en plus L'UNITE. Le peuple doit faire du 11 septembre un jour de deuil, un jour de regret.

**Q.: De quelle manière doit-on affronter toute répression contre ceux qui s'abstiennent?**

**R.:** En utilisant la tactique que j'ai déjà expliquée: la non-violence active et massive. Si la dictature applique les sanctions prévues par sa prétendue loi sur les plébiscites, il faudra alors manifester massivement mais silencieusement. Voilà le

genre de protestations qu'il faut organiser. Il faut aussi faire connaître la situation à l'étranger afin que les pays qui ont encore des ambassades au Chili soient témoins des atrocités qui y sont commises.

**Q.: Pensez-vous que la non-violence active écarte d'autres formes de lutte?**

**R.:** A l'heure actuelle, oui. Mais je pense que la non-violence active a ses limites, évidemment. Lorsque la junte commencera à emprisonner et torturer des gens, alors le temps sera venu pour la VIOLENCE.

**Q.: Quels pas le peuple devrait-il effectuer pour se donner sa propre constitution?**

**R.:** Il faut lutter pour l'unité de la classe travailleuse, l'unité du prolétariat. Il nous faut une unité avec un objectif clair et précis, une unité qui ne serve pas uniquement à gagner des conflits ou des augmentations de salaires. La classe ouvrière doit lutter de façon unifiée POUR PRENDRE LE POUVOIR. Il ne sera possible de solutionner tous les problèmes de façon juste que lorsque la classe ouvrière aura pris le pouvoir. C'est d'ailleurs ce que j'ai dit à Salvador Allende au lendemain de son élection comme président. J'ai même la note que je lui ai envoyée ici: "Il faut convoquer immédiatement une assemblée du peuple, sinon la droite va prendre le dessus"... Prophétique!

**Q.: Concevez-vous l'unité comme une fin en soi?**

**R.:** Non, au contraire. L'unité est nécessaire pour arriver au pouvoir, pour agir, pour solutionner les problèmes.

**Q.: Selon vous, quelle forme devrait prendre la lutte contre la dictature?**

**R.:** Comme je l'ai dit plus avant, il faut commencer par utiliser la tactique de la non-violence active de façon massive. Ensuite, si nous ne sommes pas écoutés, il nous faudra laisser cette forme de lutte de côté et passer à la VIOLENCE ACTIVE.

4° P 8851

# La constitution fasciste

— Pinochet veut demeurer au pouvoir jusqu'à ce qu'on le renverse.

— Dur coup pour ceux qui s'illusionnaient sur l'"ouverture" du régime et pour ceux qui croient à la possibilité d'élections sous un régime militaire.

— Analyse du plébiscite, de la position des différents secteurs et résumé de la constitution "approuvée".

## Le résultat du plébiscite:

D'après le sondage Gallup, une agence reconnue mondialement pour sa spécialisation dans les sondages d'opinion publique, Pinochet obtiendrait autour de 50% des votes. En pratique, cela revient à proclamer le triomphe de l'opposition. En effet, malgré les méthodes utilisées pour le sondage et le climat de répression qui a poussé le tiers des personnes interviewées à ne pas répéter leur position, la volonté populaire de s'opposer au régime s'est manifestée. En plus, le sondage a été effectué avant la date du plébiscite, c'est-à-dire avant que n'ait pu se manifester quelque réaction que ce soit.

Le résultat qui attribuait à Pinochet autour de 70% des votes n'a surpris que ceux qui croient encore en la bonne volonté des fascistes, qui croient que ces derniers se retireront gentiment et volontairement lorsqu'ils réaliseront que le peuple ne veut rien savoir d'eux.

En réalité, le résultat du sondage démontre jusqu'à quel point la dictature est effrontée, jusqu'à quel point elle méprise le peuple, jusqu'où elle est prête d'aller pour défendre ses privilèges. Elle a d'ailleurs déjà fait ses

preuves en assassinant plus de 30,000 compatriotes, en emprisonnant et en torturant des dizaines de milliers d'autres et en exilant près d'un million de Chiliens.

Les chiffres "officiels" n'indiquent pas combien il y aura de votes en blanc puisque selon le décret, ces votes seront comptabilisés comme des votes "Oui". Les chiffres n'indiquent pas non plus combien de personnes n'iront pas voter.

La différence énorme entre les sondages d'opinion les plus sérieux et les résultats "officiels" montrent clairement **que les résultats du vote ont été manipulés**. Il ne pouvait en être autrement puisque: 1- les tables de scrutin étaient opérées par des "volontaires" approuvés par les maires (eux-mêmes nommés par Pinochet) ou par des personnes nommées par ces mêmes maires; 2- le vote des communes étaient comptés par le maire; 3- le vote des régions étaient comptés par les intendants (également des personnes nommées par Pinochet).

Les résultats démontrent de plus le **manque d'alternative**. Personne n'a pu proposer publiquement un projet différent et encore moins en débattre. Le projet de la dictature de retourner à la "situation juridique et politique" qui prévalait avant le coup d'Etat était irréalizable. Comment peut-on revenir en arrière, comment peut-on ressusciter les morts? La situation juridique et politique d'avant le coup d'Etat correspondait à une autre réalité économique, à un autre rapport de forces. Même si l'opposition avait gagné, Pinochet se serait maintenu au pouvoir par la force. Il aurait aussi

maintenu le système juridique qu'il a mis en place et qui lui permet de gouverner le pays.

Enfin, et c'est à notre avis ce qui est le plus important, les résultats prouvent que la **liberté** d'expression, de réunion, d'information, et autres libertés fondamentales n'existent pas au Chili. Seul Frei a été autorisé à organiser une assemblée publique. Quand on connaît ses liens avec les cercles impérialistes, qu'il a si bien servi pendant tant d'années, on comprend qu'on voulait le faire apparaître comme une alternative de rechange pour le cas où le régime de Pinochet s'écroulerait. Mais même Frei et sa démocratie chrétienne n'ont pas eu accès à la télévision et à la presse tout comme ils n'ont pu faire de tournées comme en a effectuées Pinochet. L'autorisation pour la tenue de l'assemblée du Caupolicán (théâtre de Santiago, n.d.l.t.) ne fut rien d'autre qu'une concession dans l'unique but de créer l'illusion de liberté.

Ceci dit, uniquement à Santiago, des centaines de manifestants ont exprimé leur rejet de la dictature. Il y a eu une résurgence de débat politique à travers le pays qui a mobilisé des milliers de personnes.

## Les différents secteurs face au plébiscite

**Les partisans du gouvernement:** La convocation du plébiscite est liée, d'une part, à la nécessité de tromper une partie de l'opinion publique, en particulier à l'étranger, et d'autre part au fait

## Chronologie de la constitution "approuvée"

**11 mars 1981:** Pinochet commence son premier règne "constitutionnel", d'une durée de 8 ans. Les articles qui s'appliquent pendant la transition lui donnent des pouvoirs spéciaux comme le pouvoir d'arrestation, de restreindre encore plus le droit de réunion et d'information, de défendre l'entrée au pays aux exilés, d'exiler ses opposants dans des régions éloignées du Chili, de les déporter, etc. Et il n'existe aucun recours contre ces pouvoirs. De plus, la junte militaire dictera toutes les lois et pourra "interpréter" ou modifier la constitution. Certaines lois d'une importance particulière (voir la liste plus loin) ne pourront être modifiées par le parlement sans une majorité spéciale.

**11 décembre 1988:** La junte doit se réunir pour "proposer" une personne au poste de président de la République. Si le rapport de forces actuel existe toujours ce sera fort probablement Pinochet. En effet, il a fait inscrire un article dans la constitution qui lui permet expressément de se présenter aux élections aussi souvent qu'il le voudra. Cela signifie qu'en janvier ou février 1989, le Chili connaîtra un autre plébiscite-bidon dans le genre du dernier.

**11 mars 1989:** Pinochet, ou la personne qui aura été "élue" comme son successeur, entreprendra son deuxième mandat de 8 ans. Un an après, soit en 1990, la junte militaire devra proclamer une "loi sur les élections". Suite à cette proclamation, le Parlement sera élu.

Pour modifier la constitution, le Parlement devra obtenir une majorité des 3/5 des membres. Toute modification devra aussi être soumise à l'approbation du peuple par le biais d'un plébiscite. Si le Parlement veut adopter une loi qui ne plaît pas au tyran, il devra réunir les 2/3 des voix. Avec la constitution, ce sera quasi-impossible puisque le tiers des membres du sénat ne sont pas élus mais désignés ou bien occupent leurs postes *ex-officio*.

**11 mars 1997:** Pinochet projette d'abandonner la présidence à cette date. Il laissera les secteurs qu'il représente bien installés au plan militaire, économique, politique et juridique. Il prévoit occuper par la suite un poste confortable au sein du sénat pour finir ses vieux jours en s'assurant que la constitution le lui permette.

qu'une division de plus en plus grande existe parmi les partisans de Pinochet. Ce dernier cherche en fait à établir des règles constitutionnelles qui lui permettent de prolonger son règne indéfiniment.

La nouvelle constitution, d'après Pinochet, assume "une position d'avant-garde dans le combat juridique pour affronter le terrorisme". Pinochet propose un modèle à toutes les dictatures en place.

Gustavo Leigh, ex-membre de la junte démis de ses fonctions par Pinochet, a dit que la constitution visait à "institutionnaliser une dictature personnelle absolutiste". Il a de plus confirmé ce que tout le monde savait déjà: les fascistes "arrangent" les résultats des élections à leur guise. Il a même affirmé que lors de la consultation du 4 janvier 1978, les membres de la junte militaire eux-mêmes ne savaient pas combien il y avait vraiment eu de votes "Non".

#### L'opposition bourgeoise à la junte:

Nous nous référons principalement à la Démocratie chrétienne et aux secteurs de l'Unité populaire déchue qui lui font écho. Nous ne nous référons pas ici aux secteurs du Parti socialiste, ni à la jeunesse communiste, secteurs qui ont tous deux appelé à l'abstention.

Les citations suivantes, tirées du discours de Frei lors de l'assemblée qui a eu lieu au théâtre Caupolican, illustrent la position de cette opposition: "Ecoutez-moi bien, vous qui êtes dans cette salle (...) Ce qui est le plus probable, c'est que cette autre voie plongera le pays dans un régime qui va dans le sens tout à fait opposé. La pendule nous portera d'un extrême à l'autre. (...) C'est le chemin qu'ont suivi les Batista et Somoza. Cela ne peut constituer le chemin du Chili. (...) La seule chose rationnelle qui puisse sauver le pays de la violence, de la haine et de la revanche, c'est d'en arriver à un consensus. (...) Il faut immédiatement mettre sur pied un gouvernement de transition civil et militaire...". En résumé, l'opposition bourgeoise veut convaincre les impérialistes, les monopoles et les propriétaires terriens qui détiennent présentement le pouvoir qu'il est dangereux de maintenir un régime de force comme ils le font pour le régime actuel. Selon l'opposition

bourgeoise, il vaut mieux être plus souple et plus rusé sans pour autant renoncer à la violence. Elle propose donc une entente, un repartage du pouvoir avec les fascistes. Et qu'est-elle prête à donner en échange de la part du gâteau qu'elle veut obtenir? Cette citation de Frei en dit long là-dessus: "(...) Dans un récent manifeste, les dirigeants du monde syndical ont exprimé qu'ils sont disposés à accepter un pacte politico-social qui permette de mettre en place un gouvernement de paix et de bonne entente". Ainsi en échange de la paix sociale, l'opposition bourgeoise propose de mettre fin à la lutte. On comprend maintenant pourquoi les dirigeants de la Démocratie chrétienne et certaines personnes de l'ex-Unité populaire mettent tant d'empressement à prendre la tête des syndicats. Ils se servent ensuite de leur position pour négocier avec les fascistes avec une certaine force derrière eux. Ils proposent de vendre les luttes des travailleurs en échange de leur participation au gouvernement civil et militaire ou tout au moins en tant qu'opposition officielle. Ce jeu leur permet aussi de reconstruire la bureaucratie au sein du parti, des syndicats, du Parlement, etc.

**La hiérarchie de l'Eglise:** Les évêques ont publicisé une déclaration qui signale que les conditions garantissant que le plébiscite traduise réellement la volonté de la nation sont inexistantes. Ces conditions sont: que les conséquences d'une acceptation ou d'un rejet de la constitution soient clairement expliquées; qu'il y ait des réponses aux questions posées; que le droit à l'information soit assuré et que tous aient accès aux médias d'information de façon égale; que la tenue du vote secret soit assurée de façon sécuritaire; que le mode de vote par scrutin soit respecté et comptabilisé de façon honnête. Les évêques terminent leur déclaration en implorant la vierge du Carmel d'aider le peuple à trouver sa voie. Ils déclarent aussi qu'ils prieront pour que tous apprennent à mieux vivre ensemble. Il va sans dire que cela n'a pas poussé le gouvernement à changer sa position d'un poil.

Pour justifier leur "victoire" aux yeux du monde et pour légaliser leur constitution, les fascistes avaient besoin d'un

appel public à voter "non". Et c'est l'opposition bourgeoise qui leur a fourni. Mais il ne faut pas confondre ceux qui ont voté non par peur de la répression ouverte ou cachée de la dictature avec ceux qui ont voté non sachant très bien que le plébiscite n'était rien d'autre qu'une farce grotesque car ces derniers ont tout simplement joué le jeu de la dictature.

**La résistance populaire et l'abstention active:** Pour la première fois dans notre histoire, de larges secteurs ont appelé à boycotter les élections. Il ne s'agit pas uniquement de combattants de la résistance populaire ou de représentants des partis antifascistes les plus conséquents, mais aussi de personnalités qui ont publiquement déclaré qu'elles n'iraient pas voter pour éviter que quelqu'un d'autre se prévale de leur droit de vote. Parmi ceux-ci, Jorge Rogers Sotomayor a déclaré qu'il n'irait pas voter et qu'il irait devant les tribunaux pour démontrer que les peines attribuées à ceux qui se sont abstenus de voter sont inconstitutionnelles. Le Parti communiste révolutionnaire, le MIR, le Mapu-Parti des travailleurs, un secteur de la Jeunesse communiste, le Parti socialiste — Direction nationale de théorie et d'action et le groupe Arauco ont tous appelé le peuple à s'abstenir.

Sous la direction de Don Clotario Blest, de Carlos Frez de la FUT (Front uni des travailleurs), de Fernando Castillo et d'autres, un COMITÉ POUR L'ABSTENTION a été mis sur pied. Ce comité avait pour objectif immédiat de lutter pour l'abstention. On projette aussi que le comité continue avec l'objectif de chercher un pôle alternatif concret de lutte contre la dictature. Des représentants du CODES (Comité de défense des droits syndicaux), du CODEH (Comité de défense des droits humains), du Regroupement des détenus et disparus, de différentes localités du nord et du sud de Santiago, de diverses industries, des travailleurs des services publics, du Département des métiers (Decales), des étudiants du niveau universitaire et secondaire ont participé aux travaux du comité. Des personnalités comme Fabiola Letelier (soeur d'Orlando Letelier, ex-ministre des relations extérieures assassiné aux Etats-Unis), le religieux Marotto et d'autres y ont également collaboré.

## Grande mobilisation contre le plébiscite-bidon

Le peuple chilien a rejeté largement le cirque du "plébiscite" mis en branle par Pinochet. De nombreuses organisations politiques, sociales, syndicales et antifascistes se sont prononcées pour que cette farce soit démasquée.

Soulignons la Déclaration publique émise à Santiago par diverses personnalités et organisations de masse que

nous publions intégralement un peu plus loin. Nous reproduisons également des extraits de diverses déclarations sur le plébiscite, déclarations émises par différents partis et groupes populaires.

Il est important de souligner que cette fois, comparativement à il y a deux ans lors de la "consultation" qu'avait effectuée Pinochet, le nombre d'organisation et de secteurs de notre peuple qui ont

rejeté cette farce et qui ont refusé d'y participer est beaucoup plus grand. La mobilisation contre le cirque électoral est cette année beaucoup mieux organisée et unifiée.

Nous remercions les différents correspondants de ANCHA au Chili qui nous ont rapidement fait parvenir les informations que nous publions ci-après.

# Des résidants de quartier populaire se moquent du plébiscite

Des dizaines de résidants, réfugiés dans la chapelle de la localité de La Bandera, refusent de se plier à la farce du plébiscite. Ils ont décidé de ne pas aller voter. Ils ont déclaré: "Nous n'approuvons pas la nouvelle constitution, nous n'avons même pas d'endroit où nous loger. Nous ne voterons pas à moins qu'ils nous emprisonnent 300 jours, comme ils nous en ont fait la menace. Nous aurons au moins un toit et de quoi manger pendant cette période-là".

Les résidants sans abris de La Bandera ont installé dans la chapelle une table pour recevoir les suffrages le 11 septembre. Ils se sont servis d'un bol de toilette comme boîte à scrutin afin de ridiculiser le cirque électoral, disant que les responsables du scrutin se nommaient "Armando Chamullo" (Chamullar: parler beaucoup, n.d.l.t.) et "Juan Segura" (Segura: sécurité, n.d.l.t.).

## Déclaration publique

Devant l'opinion publique nationale et internationale, nous déclarons que:

1- La population est forcée de participer à un "plébiscite" qui ne comporte pas la moindre garantie que le peuple pourra réellement faire entendre sa voix et imposer son choix. Ce plébiscite est caractérisé par un climat de terreur et de répression, un climat que la junte fait d'ailleurs régner sur le pays depuis sept ans déjà.

2- En imposant une "constitution provisoire" qui régira le pays pendant presque dix ans et qui sera suivie d'une autre "constitution", cette fois-ci à caractère permanent, le régime vise à renforcer son caractère militaire et personneliste, à aggraver encore davantage les pires caractéristiques répressives de la période d'"urgence" et à la prolonger de façon quasi indéfinie.

3- Le projet constitutionnel présenté dans le dit "plébiscite" vise à institutionnaliser de façon permanente le viol des droits fondamentaux comme le droit au travail, à l'alimentation, au logement, à la santé, à la protection sociale, à la culture et à l'éducation, en institutionnalisant la

répression et la coercition systématiques.

4- Au nom du développement d'un système supposément basé sur la "liberté individuelle", la population se voit en fait imposer un système qui confère tous les pouvoirs arbitraires et répressifs au régime, aux services d'intelligence et aux grands groupes économiques et qui prive, dans les faits, la grande majorité de toute liberté.

5- Le plébiscite et le projet de constitution transitoire et permanente sont illégaux. Ils endossent les éléments essentiels d'un système basé sur l'autoritarisme et l'oppression de la grande majorité des travailleurs, paysans, professionnels, chômeurs et étudiants.

C'est pour ces raisons que nous rejetons le dit plébiscite autant dans sa forme que dans son contenu. En rejetant globalement le plébiscite, nous manifestons notre rejet du régime militaire comme tel et de tout le processus dans son ensemble.

6- En conséquence, nous les signataires et organisations qui nous sommes réunis pour adopter une position commune, déclarons que nous nous abstenons de participer au plébiscite. Nous appelons par la même occasion tous les secteurs qui peuvent en faire autant à se joindre à nous.

Nous respectons ceux qui veulent exprimer leur opposition en votant. Conscients du climat de terreur qui prévaut à l'heure actuelle, nous comprenons et nous sommes solidaires de ceux qui seront forcés de voter.

7- Nous croyons fermement que seul le peuple pourra réaliser la libération et instaurer une véritable démocratie en appelant à la tenue d'une assemblée constituante et à la formation d'un gouvernement réellement représentatif de la majorité.

Ce rejet global de tout le processus marque également une volonté de ne transiger ni avec le système, ni avec le régime militaire.

Ainsi, en déclarant publiquement notre intention de nous abstenir, nous voulons exprimer l'indignation que ressent à l'heure actuelle le Chili tout

entier. Nous assumons aussi la tâche d'impulser et de mener à bien la lutte de libération véritable, une lutte qui dépasse la conjoncture actuelle du plébiscite. Cette lutte, c'est chaque lieu de travail, chaque usine, chaque village, chaque centre d'éducation qui devra la mener quotidiennement de façon large et unifiée.

Nous les soussignés endossons cette déclaration:

CLOTARIO BLEST RUFFO,  
président du CODES  
CARLOS FEZ ROJO,  
président de la FUT  
FERNANDO CASTILLO VELASCO,  
ex-recteur  
de l'Université catholique du Chili  
RAFAEL MAROTTO,  
ex-vicaire  
FABIOLA LETELIER,  
membre du comité exécutif  
de la Commission  
latino-américaine  
des droits humains

Santiago,  
5 septembre 1980

## 45 organisations sociales et politiques de Santiago ont aussi endossé la déclaration. En voici quelques-unes:

- Regroupement des prisonniers politiques
- Regroupement des parents des disparus
- Commission de défense des droits de la femme (CODEM)
- Comité de développement de la culture
- Front de résidants de "l'occupation de La Bandera"
- Groupe de chômeurs de Matta Central
- Travailleurs de Decal Renca Panamerica
- Groupe d'étudiants du secondaire, zone nord de Santiago
- Coordination étudiante du secondaire, zone sud de Santiago
- Groupe d'étudiants en pédagogie de l'Université du Chili
- Comité de travailleurs de l'industrie textile "PANAL"
- Groupe de travailleurs de la santé
- Groupe de travailleurs de l'éducation
- Groupe culturel de la jeunesse (ACJU)
- Travailleurs de Decal Vicuna Mackenna.

## Alliance populaire

Sous le titre "Alliance populaire pour la libération du peuple", un journal vient d'être publié au Chili. Ce journal visait à développer un mouvement unifié contre le plébiscite-bidon de la dictature.

Dans son éditorial, le journal déclarait: "Ce qui est le plus important, c'est de savoir si nous affronterons le plébiscite avec une attitude active ou une attitude passive. Si nous adoptons une attitude de révolte, de rejet et de lutte contre tout ce que tente la dictature, alors nous ferons avancer la lutte contre elle.

"Après le 11 septembre, le mouvement et toutes les forces qui y ont participé doivent bâtir une unité plus permanente. Il faut construire une organisation plus large et un programme qui aille au-delà des événements et de la conjoncture immédiate, un programme qui permette d'atteindre la libération et de construire une société nouvelle.

"Dédions donc nos efforts au développement de la capacité offensive des organisations populaires. Profitions du climat de lutte actuel où d'importants secteurs du peuple S'OPPOSENT À LA TYRANNIE."

## Regroupement des parents de détenus disparus

(extraits)

Il faut dire NON AU PLÉBISCITE, parce que de toutes façons, voter oui ou non mène au même résultat: le fascisme et Pinochet. Le plébiscite est une farce; il vise à légitimer un gouvernement que le peuple n'a pas élu et qu'il rejette. Ce n'est pas vrai qu'il n'existe pas d'autre alternative: l'autre alternative c'est la démocratie, la démocratie dès maintenant. La junte veut nier la souveraineté du peuple alors qu'il est le seul à pouvoir doter le pays d'une nouvelle constitution où tous les Chiliens auront leur mot à dire.

EN CONSÉQUENCE: Au nom des détenus disparus, de ceux qui sont exécutés, des prisonniers politiques, des exilés, des milliers de compatriotes emprisonnés et torturés; à cause du chômage, de la malnutrition, de la misère, de la faim, de l'insécurité et de la persécution; pour cette longue nuit de répression qui s'est abattue sur le peuple et pour la dignité de la patrie blessée: NOUS NE PARTICIPERONS PAS À CETTE FARCE!

# Aux travailleurs des syndicats et organisations de quartier de la zone nord de Santiago

1.- Le gouvernement a appelé à un plébiscite national afin de ratifier sa constitution. Cette constitution a été élaborée en vase clos, excluant toute possibilité de débat, sans garantie de liberté d'expression, de réunion ou d'activités politiques. En ce sens, il est difficile de concevoir qu'un projet élaboré de cette manière puisse représenter les intérêts de la majorité. Son origine viciée justifie que ce soit de ne pas se plier à ses normes.

2.- La "constitution" vise à légaliser le régime militaire. En d'autres mots, ce "plébiscite" n'apportera aucun changement significatif. Cette constitution légalise la négation systématique du droit des travailleurs au logement, au travail, à l'éducation, à la santé, aux moyens de communication, etc. Elle renforce cependant le pouvoir personnel de Pinochet en lui permettant de prolonger son règne pour 8 ans et même éventuellement, pour 16 ans.

3.- On tient un plébiscite pour que le peuple approuve la constitution. Or, le plébiscite ne garantit en rien que la volonté exprimée par le peuple sera respectée. De plus, ce plébiscite a lieu dans une ambiance qui s'avère pour le moins peu propice à manifester une opinion qui va à l'encontre de celle de la junte. Nous attirons l'attention sur le fait que le plébiscite n'appelle pas seulement à accepter une constitution donnée, mais bien Pinochet lui-même.

4.- Dans une situation semblable, on ne peut faire autrement que de rejeter la validité de cette farce. Nous considérons que l'attitude la plus conséquente dans la circonstance est l'abstention. Nous travaillons à promouvoir un débat large dans tous les secteurs auxquels nous sommes liés en recherchant toujours l'unité des travailleurs.

5.- Le véritable plébiscite populaire ne se tiendra pas le 11 septembre, mais avant. La situation actuelle permet de développer une action qui renforce l'unité, l'organisation et la conscience du peuple. Nous mettrons tous nos efforts à travailler dans ce sens et nous sommes convaincus que nous en ressortirons renforcés.

6.- Nous consacrons aujourd'hui plus d'efforts que jamais à l'accomplissement des tâches que nous nous sommes fixées. Le plébiscite ne peut nous faire oublier la négociation collective combative, la solidarité avec les résidents de La Bandera et la lutte pour nos droits en général.

LE PLÉBISCITE DU PEUPLE NE PASSE PAS PAR LES URNES!  
IMPULSIONS L'UNITÉ ET L'ORGANISATION DES TRAVAILLEURS!

Travailleurs  
de Decal Renca  
Août 1980

# Parti socialiste du Chili — Comité central

Le Parti socialiste du Chili — Comité central, a publié une déclaration produite à Santiago par l'atelier "Arnoldo Camu", dont nous reproduisons les extraits suivants:

Le Parti socialiste alerte la population chilienne que le fascisme essaie, froidement, méthodiquement, de façon calculée et programmée, d'assurer la continuité d'un système de pouvoir qui fera du Chili, au plan économique, une succursale des transnationales et au plan social, un pays défavorisé. Pour consolider et accroître leurs profits, les transnationales doivent nécessairement freiner le développement des entreprises nationales.

Nous appelons nos camarades du Front socialiste de libération du Chili, les hommes et les femmes de notre pays à rejeter toute complicité avec cette farce et à s'abstenir pour la défense de tous les Chiliens, aujourd'hui et dans l'avenir.  
**LA SEULE ALTERNATIVE DU PEUPLE: LE SOCIALISME CHILIEN!  
L'UNITÉ NOUS DONNERA LA VICTOIRE!**

## Parti socialiste — Théorie et action révolutionnaire

Nous reproduisons ici une partie d'une déclaration émise par le Parti socialiste du Chili-Théorie et action révolutionnaire:

Devant la farce du plébiscite, nous voyons clairement que l'essence et la forme des propositions du projet constitutionnel vise à légaliser l'exploitation et l'esclavage de la classe ouvrière et du peuple chiliens. En conséquence, nous appelons à:

— Ne pas se laisser prendre par le jeu du "OUI" ou du "NON".

— Mobiliser largement pour solu-

tionner les problèmes immédiats.

— Unir les forces de tous ceux qui rejettent cette farce. Descendre dans la rue pour développer la conscience de lutte pour les droits par tous les moyens possibles.

— S'abstenir de participer à la farce du plébiscite. En votant, on légalise les propositions du régime bourgeois.

— Mobiliser massivement pour lutter pour une véritable démocratie populaire.

C'est par la mobilisation unifiée pour défendre nos droits et pour atteindre nos objectifs historiques; c'est par la participation active au combat quotidien; c'est en renforçant notre dignité en tant qu'êtres humains que nous arriverons à contrer toute tentative d'intimidation."

## Manifeste du Parti socialiste (CNR)

(extraits, août 1980)

Le peuple ne doit pas se méprendre. Alors que la Junte est incapable d'affaiblir les partis révolutionnaires en dépit de toute la répression, et que toute l'attention est tournée vers cet échec, alors que les forces armées, la CNI et les enquêteurs qui séquestrent, torturent et assassinent, se promènent au grand jour, le despote annonce la tenue d'un plébiscite pour faire approuver la "constitution de la liberté", espérant ainsi tromper les travailleurs avec cette farce. Cet homme désespéré convoque tout le peuple aux urnes d'ici un mois. Le 11 septembre, le même jour qu'il a massacré le peuple par la force des armes et qu'il a assassiné le Président élu, le Camarade Salvador Allende Gossens, il va essayer de se faire élire président du Chili pour avoir établi la misère. Dans son langage hypocrite, d'une part, il offre la "constitution et la liberté" et d'autre part, il ouvre les portes de la prison à ceux qui ne voteront pas docilement.

Protégée par un mur d'armes, la bourgeoisie tente, par le biais de son fils préféré, d'emprisonner le Chili tout entier avec une constitution à son service. Elle essaie de se blanchir avec cette fumisterie. Tout comme il l'a fait lors de la "consultation" de janvier 1978, le dictateur a menacé le peuple de prison s'il ne vote pas. Or, aux petites heures du matin, il a retiré sa menace.

Seule l'insolence fasciste est capable d'imaginer un peuple à genoux devant la dictature pour dire OUI ou NON à la farce électorale après sept années de répression. Voilà ce que représente leur soi-disant plébiscite.

La lutte est entreprise au Chili entre d'une part la classe ouvrière qui, avec les autres travailleurs, veut une société sans exploités ni exploités, et d'autre part, la bourgeoisie qui, avec les forces armées et l'impérialisme, cherche à maintenir le système en place. Il n'y a pas de trêve dans cette lutte et le chemin de la victoire n'est pas le chemin électoraliste mais bien la lutte concrète de la classe ouvrière et des masses qui aboutit au combat armé entre les organisations ouvrières et les forces de l'oppression.

Le peuple ne respecte aucune constitution qui ne surgit pas de son propre sein et qui n'est pas protégée par ses propres organisations en armes.

C'est le peuple qui fait la loi et non les assassins bourgeois et leurs serviteurs. S'empresser de voter dans ce cirque de la dictature, c'est lui reconnaître un quelconque droit de mobiliser le peuple. Sous aucun prétexte, les masses populaires ne se présenteront au scrutin pour légaliser par leur présence un acte illégitime et frauduleux. Le Parti socialiste appelle la classe ouvrière, les travailleurs, le peuple et les partis de la gauche chilienne à:

— s'abstenir de façon militante et à organiser des manifestations et des assemblées dans les rues et quartiers, dans tous les lieux de travail et les centres étudiants;

— débattre de ce manifeste dans un esprit d'unité révolutionnaire, en comprenant que la voie armée est le chemin légitime pour la défaite des ennemis du peuple;

— se préparer pour l'insurrection et l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire provisoire auquel participeraient toutes les forces sociales et politiques qui luttent activement contre la dictature militaire. Le gouvernement, sous la direction de la classe ouvrière, démolira l'oeuvre antinationale de Pinochet et de ses partisans et tracera sans hésitation la merveilleuse voie vers la construction du socialisme au Chili;

— appeler les masses organisées en commissions ouvrières, conseils de campagne, commissions syndicales, commissions populaires et commissions étudiantes, à s'unir pour la mise sur pied d'un Bloc politique révolutionnaire à caractère stratégique. Le bloc aurait comme base les forces politiques qui luttent pour le socialisme, qui acceptent la lutte armée du peuple comme étant la voie fondamentale de la conquête du pouvoir par les travailleurs, l'avant-garde de la révolution chilienne.

— mettre sur pied des comités d'autodéfense dans les usines, les entreprises, les fonderies, les écoles, les universités, les villages, etc., pour résister à la répression, pour démasquer les informateurs de la dictature, les punir et dresser les bases du développement de l'armée populaire;

— lutter de façon militante pour toutes les revendications qui brisent la légalité bourgeoise comme l'occupation des terres par le peuple, des grèves dans les usines, le sabotage;



— s'organiser dans les centres étudiants pour lutter contre la répression, en lien avec les organisations ouvrières;

— résister aux arrestations et aux interrogations et riposter aux assassins.

ACCEPTER LA MASCARADE  
ÉLECTORALE DE LA DICTATURE,  
C'EST FREINER

LE DESTIN DU CHILI  
ET DE SON PEUPLE!!  
CELUI QUI NE LUTTE PAS  
POUR SA LIBERTÉ

MÉRITE DE VIVRE  
COMME UN ESCLAVE!!  
LUTTONS DEBOUT  
OU VOTONS À GENOUX!!  
MORT AUX FASCISTES!!  
VIVE LES TRAVAILLEURS!!  
VIVE LA RÉVOLUTION!!  
LA LIBÉRATION ET LE SOCIALISME,  
COÛTE QUE COÛTE!!

Parti socialiste  
du Chili C.N.R.  
Santiago, août 1980.

## Déclaration du Parti communiste révolutionnaire du Chili

(extraits)

Après sept années de massacres, d'abus et de surexploitation de notre peuple au profit de l'impérialisme nord-américain, des monopoles et des grands propriétaires terriens, Pinochet et sa bande se sont entendus sur leur constitution politique. Ils veulent maintenant la légaliser. Ils ont donc fait appel, avec grand fla-fla, à un espèce de plébiscite. Ce plébiscite ressemble plutôt à une "consultation" puisque toute l'affaire est décidée d'avance et que, de toutes façons, le peuple n'a rien à dire sur la question.

Cette nouvelle manoeuvre des fascistes locaux vise à leur consolider et prolonger la vie. Ils veulent maintenir

l'état actuel des choses en utilisant à la fois les armes et la démagogie. Face à cette situation, il faut avancer une alternative de lutte qui permette de contrer le plan de la dictature et de rapprocher davantage le prolétariat et le peuple chiliens du renversement de la dictature. C'est pourquoi le PCR du Chili est d'accord qu'il faut un plan de lutte.

Le plébiscite n'est qu'une nouvelle farce orchestrée par la junte et calquée dans ses moindres détails sur la "Consultation nationale" qui a eu lieu le 4 janvier 1978. C'est un cirque minable monté de toutes pièces par la dictature pour servir ses intérêts.

Les fascistes ont méticuleusement choisi leur champ de bataille, un champ

qui leur va comme un gant. Ils considèrent déjà que leur constitution et les "dispositifs de transition" qu'ils ont prévus, (ces "dispositifs" permettent à Pinochet de gouverner "légalement" le pays pour 9 ans), sont à toute fin pratique acceptés. Ils ont également déterminé les règles du jeu du plébiscite: comment cela va se dérouler, qui peut y participer, etc. Ils vont eux-mêmes en contrôler le déroulement et en annoncer les résultats. Les fascistes ont dépêché des milliers de policiers dans les rues afin de faire taire toute voix dissidente qui enfreindrait leur plan. Dans ces conditions, le "plébiscite" n'est rien d'autre qu'une formalité destinée à légitimer la décision fasciste.

Etant donné que l'objectif de la dictature est de légitimiser sa Constitution, elle a tout fait pour impliquer le plus de gens possible dans son cirque électoral. Si des gens votent oui, tant mieux. Mais qu'ils votent non, qu'ils laissent leur scrutin en blanc ou qu'ils annulent, ça n'y changera rien puisque les résultats sont fixés d'avance. Les fascistes ont besoin d'un certain nombre d'adhérents à leur carnaval, c'est pourquoi ils essaient d'embobiner et d'apeurer le prolétariat et le peuple chiliens. D'une part, ils appellent le peuple à voter non, et, d'autre part, ils menacent de représailles ceux qui ne participent pas à la mascarade, ceux qui ne se présentent pas aux urnes. C'est par ces menaces qu'ils espèrent forcer le peuple à participer. Le fait de voter non ne changera rien à la situation existante. Cela ne peut constituer une forme de protestation puisque, comme nous l'avons mentionné, tout est arrangé: une certaine proportion majoritaire du vote pour le oui; une autre proportion, minoritaire, pour le non; quelques abstentions et quelques votes annulés pour camoufler toute l'affaire. Ceci démontre encore une fois que Pinochet et sa bande sont prêts à tout pour garder le pouvoir et les

avantages monétaires que cela leur procure. Ils ne s'en iront pas d'eux-mêmes. Seule la lutte dirigée par le prolétariat pourra les déloger.

Se basant sur cette analyse de la situation, le **Parti communiste révolutionnaire du Chili** lance un appel à toutes les forces sociales qui s'opposent ou qui luttent contre la dictature, à s'unir et à coordonner leurs efforts pour mobiliser le peuple à **REJETER DÉFINITIVEMENT** le plébiscite en n'y participant pas.

Contrairement à ce que l'on peut croire **s'abstenir ne signifie pas rester chez soi les bras croisés en attendant la défaite** de Pinochet. S'abstenir signifie lutter, faire du travail d'agitation et de propagande, etc. Pour cela, il faut mettre sur pied des milliers de **comités pour l'abstention** dans les usines, à la campagne, dans les mines, dans les écoles, dans les bureaux, dans les villages et dans toutes les activités de la vie au pays.

Ces comités doivent se réunir assidûment pour planifier leurs activités, pour définir comment mobiliser les organisations syndicales et communautaires,

comment expliquer aux masses qu'il NE FAUT PAS VOTER, comment les en convaincre, comment faire de la propagande, etc. Il faut chercher et trouver avec les masses des centaines de moyens pour contrer la répression prévue contre ceux qui ne votent pas. L'expérience de la consultation de 1978 peut nous fournir certaines idées. Les pamphlets, tracts, dépliants, graffitis, déclarations communes, etc. sont autant de bons moyens pour éveiller la conscience des masses et les mobiliser dans la lutte.

Les **comités de lutte pour l'abstention** doivent impulser la lutte des masses sous toutes ses formes en partant des problèmes immédiats des masses (salaires, répression, chômage, santé, culture, etc.).

Enfin, il faut s'efforcer de former un large **Front de lutte pour l'abstention** qui inclue tous les comités et organisations de masse qui appuient ce mot d'ordre.

Le **Parti communiste révolutionnaire du Chili** soutient que les conditions de base pour établir un gouvernement authentiquement populaire, avec une constitution véritablement populaire, passent d'abord par le renversement de la dictature.

## Déclaration commune

CONTRE LA RÉPRESSION,  
POUR LE DROIT  
AU RETOUR DES EXILÉS,  
DÉNONCONS  
LE PLÉBISCITE!!

L'année 1980 au Chili a été caractérisée jusqu'ici par un nouvel essor du mouvement de masse contre le régime militaire, et par la répression que cela a entraîné contre les différents secteurs populaires. L'un des faits remarquables de cette période est le caractère planifié et coordonné des diverses manifestations organisées par les différents secteurs d'opposition. Cela s'applique dans la plupart des domaines de la vie politique et sociale du pays. Les manifestations du 8 mars (Journée internationale des femmes), du 1er mai et les nombreuses activités publiques des diverses organisations populaires témoignent de ce fait. La répression qu'ont entraînée ces activités, vise essentiellement à démanteler les noyaux de résistance organisée, légale, semi-légale et clandestine, qui fleurissent un peu partout dans notre pays. Voici quelques exemples des organisations que s'est données notre peuple: l'Association de familles de prisonniers politiques disparus; le Comité Pro-Retour des Exilés, les organisations étudiantes (conseils



Une des caricatures publiées dans un livre récemment paru au Venezuela. Son auteur, Pedro León Zapata, dessinateur et antifasciste, a intitulé son livre "Zapata contre Pinochet". Le livre contient une sélection de dessins de Pedro León Zapata, "dédiés" au dictateur.

d'élèves, etc...); les organisations de défense des travailleurs comme les DECALES, le CODES (animé par l'ancien président de la Centrale unique des travailleurs, Clotario Blest) et les centrales syndicales d'opposition.

La mort violente du colonel Roger Vergara, directeur de l'Ecole d'intelligence militaire, survenue au mois de juillet dernier à Santiago, a été utilisée par la junte militaire pour déclencher une nouvelle vague de terreur ouverte. Cette nouvelle offensive contre le peuple a déjà coûté de nouvelles vies comme celle de José Eduardo Jara, assassiné par les services de sécurité du régime du général Pinochet. L'offensive a aussi donné lieu à une vague de séquestration de personnes par les commandos paramilitaires agissant en toute impunité. Les membres de ces commandos appartiennent aux différents services de sécurité du régime et sont tolérés par celui-ci. Nos organisations de solidarité dénoncent vigoureusement cet état de choses et appellent à s'y opposer fermement.

L'un des objectifs importants de cette vague répressive est de créer "le meilleur climat possible", c'est-à-dire un climat de peur, afin d'empêcher toute manifestation **vigoureuse** d'opposition

au référendum national sur la nouvelle constitution que Pinochet, et les secteurs de la bourgeoisie qui soutiennent sa dictature, veulent imposer au peuple chilien. Ce plébiscite national obligatoire (prison et/ou amende pour ceux qui ne se présenteront pas aux urnes), intervient le même jour où, il y a sept ans, ces sbires du capital, les forces armées chiliennes, s'emparaient du pouvoir au prix de la mort, de l'emprisonnement et de l'exil de milliers de Chiliens. Pinochet veut, à travers cette "consultation", donner une dernière touche à la stabilisation institutionnelle du régime "de fait" (qui veut se transformer en régime "de droit") et faire passer des lois qui vont à l'encontre des intérêts les plus élémentaires du peuple chilien. Cette nouvelle constitution, basée sur la doctrine dite de "sécurité nationale", prévoit entre autres choses des pouvoirs quasi-absolus pour le Président de la République, et des dispositions qui permettraient de maintenir Pinochet au pouvoir jusqu'en 1989, voire jusqu'en 1997.

Ce "plébiscite" aura lieu dans de conditions telles que le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elles donnent lieu à une farce de démocratie, où les "résultats" ont déjà été fixés et où, quelle que soit la volonté populaire, ce n'est pas celle-ci que l'on trouvera exprimée lors

du résultat du scrutin. C'est essentiellement pour cela que nos organisations dénoncent la tenue même de cette fausse consultation, à travers laquelle la dictature militaire voudrait faire croire à l'opinion publique chilienne et internationale, que dans notre pays les problèmes importants se règlent de façon démocratique, en demandant l'avis de la population.

Face à cette situation et à ces événements, nous appelons les exilés chiliens et le peuple français à venir manifester leur opposition résolue à ce "plébiscite" et à soutenir notre peuple dans ces luttes.

— COMITÉ DE SOLIDARITÉ  
AVEC LE PEUPLE CHILIEN  
— COMITÉ DE DÉFENSE  
DES DROITS  
SYNDICAUX (CODES)  
— ASSOCIATION DE  
FAMILLES DE PRISONNIERS  
POLITIQUES DISPARUS  
AU CHILI  
— COMMUNAUTÉ CHRÉTIENNE  
DE CHILIENS  
EN EXIL

Septembre 1980

---

# ACTUALITÉ \* ACTUALITÉ

---

## Des prisonniers politiques solidaires avec la lutte des résidents des bidonvilles

Ces derniers mois, plusieurs résidents sans abri des quartiers de Santiago ont occupé des sites pour installer leurs maisons. Plusieurs de ces occupations ont été violemment réprimées par la police de la dictature.

Lors d'une de ces occupations, le 22 juillet dernier dans le quartier La Bandera, les habitants ont été violemment délogés. Ils occupent depuis une chapelle du quartier.

L'organisation des prisonniers politiques du pénitencier de Santiago a publié une déclaration dans laquelle ils se portent solidaires des résidents de La Bandera et appellent à intensifier l'appui à cette lutte. La déclaration stipule: "Nous les prisonniers politiques, conformément à nos principes d'unité, avons décidé de donner un jour de pain afin d'appuyer nos frères résidents qui ont effectué l'occupation du 22 juillet. Nous leur ferons parvenir ce don mardi qui vient. Egalement, nous avons sollicité de nos parents de la nourriture, des vêtements et des médicaments et ils se sont mis ensemble pour nous les faire parvenir et ces choses seront aussi envoyées aux résidents de "l'occupation du 22 juillet" mardi prochain".

Les prisonniers politiques ont à nouveau montré par leur

solidarité qu'ils ne reculent devant rien et qu'ils demeurent sur la première ligne de combat, fidèles au mot d'ordre qui termine leur déclaration: SEULE LA LUTTE NOUS LIBÉRERA!

## Correspondants de ANCHA

Dans les derniers mois, la diffusion de ANCHA a augmenté. De nouveaux champs se sont ouverts, en particulier en Amérique latine. Des répercussions se font sentir au Chili même, répercussions dues à la diffusion directe du bulletin et à l'écho qu'en a fait la presse officielle. En effet, les journaux La Secunda, Cronica, Que pasa, Ercilla et récemment, le Mercurio du 27 juillet, ont mentionné ANCHA à plusieurs occasions.

La diffusion de plus en plus large et les tâches urgentes du mouvement antidictatorial augmentent d'autant la responsabilité de ANCHA. Nous devons améliorer le bulletin, le rendre plus vivant et plus polémique. C'est pourquoi nous lançons un appel à tous les camarades antifascistes à collaborer avec ANCHA en envoyant des articles, dessins, poésies, contes, lettres, ainsi que des documents et informations.

ANCHA doit augmenter le nombre de ses correspondants, tant au Chili que dans les autres pays du monde. Nous demandons donc à tous les camarades qui sont prêts à collaborer de nous écrire afin que nous leur fassions parvenir plus de détails sur le travail de correspondant.

## Parution de CAUSA M-L

Le numéro 29 de CAUSA M-L pour les mois de septembre, octobre et novembre 1980 vient d'être mis en vente. Ce numéro contient un article intéressant sur la construction du parti marxiste-léniniste, touchant principalement les différentes conceptions du centralisme-démocratique, et un éditorial sur la situation chilienne et internationale. On retrouve également un article sur l'économie chilienne, un communiqué conjoint du PCR du Chili et du PCR des Etats-Unis, ainsi que des documents pour la préparation du deuxième congrès du Parti communiste de Grèce (marxiste-léniniste) et d'autres choses encore.

D'autre part, on peut lire dans l'hebdomadaire brésilien "Movimento" une entrevue avec Roberto Lopez, du Comité central du PCR du Chili.

On peut se procurer CAUSA M-L et des copies de l'entrevue en écrivant à: Silvia Chateau, B.P. 198, Paris 75864, Cedex 18, France.

## Nouvelle revue brésilienne

Le premier numéro de la revue TEORIA Y POLITICA vient de paraître. Cette revue de polémique et d'analyse qui se définit contre le révisionnisme et contre le dogmatisme, est publiée par EDITORIA BRASIL DEBATES LTDA, Av. Pedrosa de Moraes 658 s/4 Pinheiros Sao Paulo, CEP 05420, Brésil. Pour obtenir des exemplaires de la revue ainsi que le catalogue de différents livres, il faut écrire à l'adresse ci-dessus.

# Unité socialiste au sein de la lutte populaire

## Lettres et documents du MAPU

Paris, 30 juin 1980

Chers camarades de ANCHA,

Nous avons reçu votre lettre du 15 mai dernier.

Votre initiative quant à la publication spéciale des positions politiques des différents partis de la gauche chilienne nous a semblé intéressante.

Nous vous faisons parvenir les dernières résolutions de notre deuxième plénum national, publiées en mars de

cette année, et vous demandons de les insérer intégralement à votre publication. L'étendue du texte ne dépasse pas de beaucoup ce que vous nous aviez demandé.

Espérant une réponse favorable de votre part, nous demeurons fraternellement vôtre,

Jaime Cataldo  
Secrétaire politique  
du MAPU en France

**Note de la rédaction:** ANCHA remercie le MAPU pour sa lettre et les documents qu'il nous a fait parvenir. Nous publions ci-après un extrait (comme c'est l'habitude de notre bulletin), étant donné que la longueur du texte nous empêche de le publier intégralement. Cependant, nous avons reproduit le texte sous forme de photocopies qui sont gratuitement mises à la disposition des lecteurs qui nous en font la demande.

Le peuple rejette la partisannerie aveugle qui ne tient aucunement compte des réalités nouvelles. Il a au contraire besoin d'éléments d'avant-garde, des éléments conséquents issus des syndicats et des organisations populaires qui lui donnent l'exemple de la persévérance par l'éducation et la direction politiques.

Le peuple a besoin de gens qui soient des éléments d'avant-garde, pas des administrateurs d'organismes communautaires, tout comme il n'a pas besoin d'inventeurs d'organisations de masse fantoches. Il a besoin d'une avant-garde,

pas d'un appareil militaire extérieur. Cette avant-garde sera constituée d'hommes et de femmes qui luttent, qui respectent les décisions du peuple, qui sont sensibles à ses problèmes, et qui mènent des luttes concrètes.

Ce type d'avant-garde n'existe pas au Chili. Il n'y a personne qui puisse s'arroger la direction du mouvement démocratique. Pas plus la Démocratie chrétienne malgré la place qu'elle occupe, ni même l'Unité populaire avec tous ceux qui la soutiennent en souvenir du passé.

On n'a pas encore résolu les problèmes de fond, ni tiré les leçons de la

défaite de 1973. Malgré la grande volonté d'unité du peuple, la division se propage et les forces politiques du peuple se fractionnent et perdent leur temps en querelles internes stériles. Un exemple lamentable de ce fait est la division qui s'est opérée au sein du Parti socialiste du Chili, un parti-frère.

Cependant, la résistance et la lutte quotidienne ont permis au peuple de discerner plusieurs camarades conscients et conséquents. Sans nommer de partis, on peut dire que ces gens ont contribué à créer de réels mouvements de lutte populaire et les ont dirigés. Chez

ces camarades se retrouvent des militants de la gauche, des indépendants, des chrétiens engagés, des jeunes, les nouveaux dirigeants les plus actifs de la résistance.

Au sein des partis, on a également pris conscience de la crise qui se vit présentement. L'appel au "renouveau" a trouvé un écho au sein du mouvement populaire. Cet écho nous vient des femmes et des hommes de la gauche qui s'inspirent des paroles et de l'exemple du camarade Salvador Allende. L'appel est repris par les forces politiques de la gauche de tradition socialiste et révolutionnaire. Il ne pouvait en être autrement.

Ces forces politiques constituent des secteurs qui ont beaucoup de choses en commun: elles sont socialistes dans ce sens qu'elles voient le socialisme comme objectif **national et populaire**; elles voient les problèmes nationaux de la même façon; elles tiennent à leur autonomie au plan international; elles partagent un idéal de liberté et de démocratie; elles sont liées à ce qu'il y a de meilleur dans l'histoire chilienne; et elles sont politiquement conséquentes.

La réponse qui commence à se manifester est un signe positif que les partis ne sont pas condamnés à simplement assurer la survie de leur ligne politique.

Le problème de la direction politique de la lutte devient de plus en plus urgent. Le renforcement des tranchées populaires et l'action efficace contre la tyrannie soulignent de façon dramatique la nécessité d'un point de référence pour ceux qui luttent. Ce point de référence doit se baser sur la meilleure tradition historique des forces socialistes. Il doit aussi être l'expression et le reflet des forces actuelles.

Le moment est venu de nous unir au milieu de la désunion. Il faut unir ceux qui ont des aspirations communes, qui cherchent à résoudre des problèmes semblables et qui sont prêts à se donner pleinement à la lutte populaire et démocratique pour lui donner son essor définitif. Le temps est venu de créer une **Unité socialiste**.

Nous appelons à s'unir tous ceux qui se sentent partie prenante d'une identité historique socialiste et ceux qui impulsent la lutte populaire. Nous appelons tous les militants indépendants et membres de groupes, les marxistes et les chrétiens. Nous lançons un appel particulier aux socialistes et à la gauche chrétienne avec lesquels nous avançons à l'heure actuelle sur ce terrain.

Nous recherchons l'unité, mais nous comprenons que c'est là un processus complexe. Un congrès d'unification ou un programme commun préparé par les dirigeants des partis ne suffiront pas si, au sein de l'ensemble des membres des partis et du mouvement populaire, la pratique et une volonté communes de s'unir n'ont pas suffisamment mûri, si nous n'avons pas réussi à promouvoir l'unité dans les luttes quotidiennes.



C'est dans la lutte, dans l'effort pour l'impulser que nous apprendrons à nous connaître, que nous approfondirons nos ententes, que nous fusionnerons nos points de vue et nos forces.

Nous espérons que ce processus permettra de jeter les bases d'un nouveau parti capable de diriger la lutte de notre peuple. Conscients que le chemin à parcourir est long, nous proposons aujourd'hui la création d'un **Mouvement socialiste**.

Ce **Mouvement socialiste** naîtra des luttes populaires des masses et se transformera, sous leurs initiatives et leurs actions, en un réel catalyseur de l'ensemble des forces démocratiques. Cela marquera un pas important vers la résolution du problème de fractionnement des forces socialistes. Ce mouvement sera plus que la simple somme de quelques partis. Il ira plus loin et reflétera les aspirations des nouvelles forces qui ont surgi ces dernières années. La constitution d'un tel mouvement requiert un grand effort d'unité.

Nous avançons les propositions suivantes pour réaliser cette tâche importante:

- Créer des comités d'initiatives de l'Unité socialiste sur tous les fronts, en y incorporant le maximum de secteurs, pour donner une direction politique juste à la lutte concrète.
- Développer des rencontres de l'Unité socialiste afin de créer une organisation minimale commune sur le plan syndical, étudiant et de la jeunesse.
- Réaliser des expériences de formation politique commune et publier des revues et pamphlets de l'Unité socialiste.
- Impulser des journées de lutte socialiste qui visent à stimuler et à créer

des événements politiques qui favorisent le développement de la lutte populaire.

- Préparer et réaliser une grande Rencontre nationale de l'Unité socialiste pour faire le premier pas décisif vers la formation du Mouvement socialiste.

Voilà le chemin que nous proposons à notre patrie. Voilà les tâches que nous proposons. Nous le faisons sans opportunisme et sans hésitations. Cela constitue le plus grand apport en tant que membres du MAPU que nous puissions fournir dans le grand effort créatif de notre peuple pour son émancipation. Le MAPU consacra toutes ses énergies à cet effort.

Nous sommes convaincus que plus la lutte avance, plus nous nous éloignons de la frustration, de l'impuissance et de la défaite, plus nous pouvons envisager l'avenir avec confiance, plus le peuple comprendra que le socialisme doit être le fruit de la volonté d'un peuple organisé et conscient, un socialisme où la participation, la liberté et la justice seront entièrement garanties.

Nous marchons vers cette jonction historique. La démocratisation du Chili plutôt que la dictature, la nationalisation du Chili plutôt que l'impérialisme, la socialisation du Chili plutôt que l'exploitation de l'homme par l'homme: voilà ce qu'il faut à la nation chilienne pour atteindre la plénitude et le bonheur.

**SEULE LA LUTTE DU PEUPLE  
DONNERA DU PAIN, DU TRAVAIL ET  
LA LIBERTÉ!  
DEHORS PINOCHET ASSASSIN, A BAS  
LA DICTATURE!  
UNISSONS-NOUS ET PARTICIPONS A  
LA LUTTE POPULAIRE!  
NOUS VAINCRONS!**

Mars 1980  
Santiago, Chili

# La combativité et l'internationalisme, deux aspects de la première rencontre nationale de solidarité avec le Salvador

(Par Noël Vargas, correspondant de Ancha au Venezuela)

La première rencontre nationale de solidarité avec le Salvador a eu lieu à Caracas, Venezuela, les 23, 24 et 25 juillet dernier. Comme on peut le constater par les résolutions qui ont été adoptées, la rencontre a été un succès malgré les problèmes politiques, économiques et organisationnels qui ont entouré sa réalisation.

Pour bien comprendre l'ampleur de la rencontre et les perspectives qui en découlent, faisons un peu d'histoire:

— La première rencontre internationale avec le peuple salvadorien s'est tenue à Tegucigalpa, au Honduras, du 25 février au premier mars 1980. On y a voté, entre autres, une résolution appelant à la tenue d'une deuxième rencontre internationale de solidarité avec le peuple salvadorien à Caracas, Venezuela.

— Cet appel a mobilisé et uni divers comités de solidarité avec le peuple salvadorien, tant à Caracas qu'à l'intérieur du pays, autour de la mise sur pied de la rencontre. Un peu plus tard, une série de partis et organisations révolutionnaires se sont jointes au travail.

— Le travail était à peine amorcé que nous avons dû faire face à différentes manoeuvres visant à freiner les préparatifs ou à rabaisser le niveau de la rencontre. Ces gens jouaient un double jeu. Ils ont d'abord prétendu qu'il n'y avait pas assez de temps de préparation pour retarder la rencontre et finalement pour la annuler.

— C'est grâce à la pression des masses et des révolutionnaires conséquents que la rencontre a eu lieu quoiqu'on n'ait pu revenir sur la décision de changer le caractère de la rencontre d'internationale à nationale.

C'est dans ce contexte qu'a eu lieu la première rencontre de solidarité avec le

peuple du Salvador. Et malgré les problèmes, des délégations étrangères de l'Equateur, de la Colombie, de Panama, du Chili, de l'Argentine et du Canada y ont quand même participé.

La rencontre a été le lieu d'une lutte idéologique très acerbe et certains secteurs ont même tenté de saboter la rencontre. Ils ont même été jusqu'à l'agression physique quand ils ont senti qu'ils perdaient du terrain et que les plans qu'ils avaient prévus n'allaient pas marcher.

En fin de compte, ces "révolutionnaires" de dernière heure, ces "amis" du peuple salvadorien ont été ridiculisés, chahutés et ont finalement décidé de se retirer.

— Il faut souligner l'attitude courageuse des différentes délégations aux moments les plus critiques. Elles se sont levées en exigeant que le débat se poursuive et qu'il soit mené à bien jusqu'à la fin de la rencontre.

Ainsi, les résolutions émanant de la première rencontre nationale de solidarité avec le Salvador sont le produit d'un débat idéologique intense et de l'affrontement entre deux conceptions de solidarité diamétralement opposées.

## Résolutions de la première rencontre nationale de solidarité avec la lutte du peuple salvadorien

1- Reconnaissance du Front démocratique révolutionnaire comme représentant du peuple salvadorien et de la Direction révolutionnaire unifiée des organisations politico-militaires comme son avant-garde.

2- Appui à la plate-forme de programme pour un gouvernement de Front démocratique révolutionnaire au Salvador.

3- Exiger que les pays latino-américains et du monde reconnaissent l'état de belligérence qui prévaut au Salvador.

4- Condamner toute ingérence de l'impérialisme ou pays au Salvador, les affaires internes de ce pays-frère de l'Amérique centrale devant être résolues par le peuple salvadorien lui-même par l'exercice de son droit légitime à l'autodétermination.

5- Dénoncer l'alliance entre l'impérialisme nord-américain, le gouvernement vénézuélien et la junte militaire au Salvador.

6- Exiger des gouvernements latino-américains et du monde qu'ils mettent fin à leurs relations diplomatiques avec la junte militaire génocidaire au Salvador.

7- Exiger des gouvernements latino-américains et du monde, des partis progressistes, des syndicats et autres organismes de masse qu'ils se prononcent contre le massacre du peuple salvadorien et pour la fin de la répression.

8- Exiger du gouvernement vénézuélien qu'il retire son appui politique, économique et militaire à une junte qui, comme celle du Salvador, réprime les aspirations populaires et joue le rôle de marionnette de l'impérialisme et des oligarchies.

9- Proposer la création d'un Comité central international qui coordonne les mouvements de solidarité existants et qui favorise la création de nouveaux comités là où il n'en existe pas, afin que la solidarité s'exprime par des tâches concrètes et dûment planifiées.

10- Promouvoir la réalisation de la **Deuxième rencontre continentale de solidarité avec le Salvador.**

11- Etant donné le caractère des affrontements au Salvador et la tendance à l'internationalisation de la lutte de ce peuple, **la rencontre nationale de solidarité avec le Salvador** déclare la ferme intention du peuple vénézuélien, à travers ses organisations révolutionnaires, d'envoyer des brigades internationales au moment où les organisations révolutionnaires salvadoriennes le demanderont.

12- Publiciser la réalité de la lutte du peuple salvadorien par des mobilisations, par l'écrit et autres activités avec l'objectif de rendre les gens conscients de la justesse de cette lutte et de neutraliser l'intervention et l'aide des gouvernements antidémocratiques à la junte militaire génocide.

13- Combattre le gouvernement vénézuélien et la bourgeoisie en impulsant des luttes populaires. Mobiliser des larges secteurs du peuple en partant des nécessités concrètes des masses en exprimant ainsi la solidarité entre les peuples.

14- Exhorter les partis politiques de la gauche vénézuélienne à se mettre à la hauteur de leurs tâches historiques en redoublant la mobilisation du peuple vénézuélien contre le gouvernement réactionnaire démocrate-chrétien, ce qui serait le meilleur appui que le peuple vénézuélien puisse donner au peuple frère du Salvador.

15- Impulser les tâches suivantes:

a) Des campagnes de propagande, en s'appuyant principalement sur les comités, syndicats, centres étudiants, moyens de communication, etc.

b) Les organisations de masses

doivent dénoncer le gouvernement de COPEI pour son appui à la junte militaire génocide et se solidariser avec les luttes du peuple salvadorien.

c) Organiser des journées de solidarité parmi la classe ouvrière en s'appuyant principalement sur les syndicats et leurs secteurs avancés, organiser en particulier un arrêt de travail général et des manifestations de rue. Reprendre la proposition du délégué des employés administratifs de la UCV (Université de Caracas) pour organiser un arrêt de travail national dans les universités en solidarité avec le peuple du Salvador.

d) Mener des campagnes financières pour fournir un appui logistique matériel au peuple salvadorien dans la lutte pour sa libération.

16- Condamner les accords du Conseil de l'Organisation démocrate-chrétienne d'Amérique (OCDA), qui a lieu à Caracas les 5 et 6 juillet de l'année en cours. Cet événement a pris des résolutions pour mettre en place des plans politiques pour l'Amérique latine et en particulier l'Amérique centrale et la

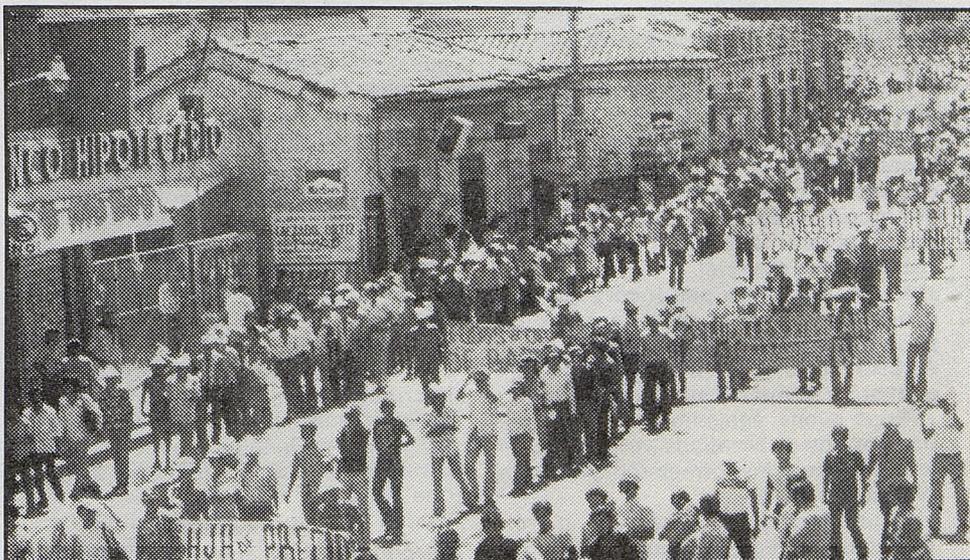
région des Caraïbes. C'est pourquoi, il accorde un appui à la junte militaire au Salvador et à la création d'un bureau de coordination des partis démocrates-chrétiens des Caraïbes.

17- Dénoncer et condamner le rôle du Pacte andin comme alliance économique, politique et militaire, comme instrument de la politique interventionniste du gouvernement des Etats-Unis et du Venezuela.

18- Rejeter le coup d'état militaire en Bolivie et publiciser cet accord.

19- Faire connaître les résolutions de la **Première rencontre de solidarité avec le Salvador** à tous les comités nationaux et internationaux et la presse régionale, nationale et internationale et aux autres médias d'information.

**Devant l'offensive impérialiste et l'intervention de la démocratie chrétienne au Salvador,  
Solidarité combative du peuple vénézuélien!**



# lettres a ancha

**France:** Je suis abonné à ANCHA depuis le début de cette année. Je trouve votre publication très intéressante et j'aimerais bien y contribuer. Le problème, c'est que je ne suis pas certain que le matériel dont je dispose (littérature, poèmes et autres) vous intéresserait. J'apprécierais beaucoup une réponse dans les plus brefs délais possibles. Vous pourriez préciser les sujets sur lesquels ma contribution serait la plus appréciée.

Voici ma nouvelle adresse.

E.C., Rennes, France

*Cher camarade,*

*Nous voulons nous excuser avant tout pour le temps qui s'est écoulé entre votre lettre et notre réponse. Ce délai est lié aux problèmes que nous avons rencontrés avec la publication des numéros d'août et de septembre. Nous trouvons votre suggestion particulièrement intéressante car nous croyons qu'il est important de faire connaître toute nouvelle littérature chilienne, qu'elle soit écrite au pays ou à l'étranger. Vous pouvez donc nous envoyer toute contribution que vous jugez intéressante en tenant compte, bien sûr, de sa longueur puisque nous ne disposons que d'un nombre limité de pages.*

*Nous profitons de l'occasion pour appeler tous nos lecteurs à nous envoyer ce type de contribution.*

*Salutations fraternelles. Nous espérons recevoir de vos nouvelles très bientôt.*

*L'équipe de rédaction de ANCHA*

## Des Indes

Chers camarades,

Nous avons reçu deux exemplaires réguliers d'ANCHA et un exemplaire du numéro spécial. Merci pour tout.

Nous sommes un groupe de jeunes qui essaient de mettre sur pied un Bureau commercial de presse et de publications. Ce bureau éditera des livres et brochures. Nous tenons aussi à aider des groupes de publication non commerciaux pour la traduction, la vente et l'échange de matériel.

Nous ne sommes pas encore bien organisés, mais nous allons essayer de prendre des abonnements pour ANCHA. Nous vous ferons parvenir l'argent sous forme de mandats-poste.

Nous avons également entrepris de traduire vos publications vers l'Hindi et le Urdu, deux des formes régionales de dialectes à Delhi.

Nous sommes très heureux d'avoir pris contact avec vous et nous espérons que cela va contribuer à votre travail.

Nous ressentons une grande sympathie pour votre cause et sommes contents de pouvoir faire connaître à notre peuple le travail que vous accomplissez.

Espérant que le peuple chilien atteindra rapidement la victoire, recevez nos salutations révolutionnaires,

MANCH  
SEWA PRESS  
JAUN PUR — INDES

## Quito — Equateur

Chers camarades,

Recevez mes salutations fraternelles et une bonne poignée de mains d'un lecteur de plus de ANCHA. Recevez également ma plus sincère solidarité pour votre travail combatif et révolutionnaire, en vue de réaliser l'aspiration la plus profonde du peuple chilien, des peuples d'Amérique latine, et, pourquoi ne pas le dire, des peuples du monde: se libérer de l'impérialisme américain et de tous ses serviteurs dispersés sur notre continent et aux quatre coins du monde.

Depuis quelques mois, je réussis à mettre la main sur la publication dans une librairie de Quito et je suis devenu un lecteur assidu. J'en suis très heureux et plein d'espoir. J'espère que vous allez continuer à publier des articles sur mon pays, la Colombie; les articles des numéros 52 et 55 illustrent bien la situation qui se vit à l'heure actuelle dans mon pays et en informe les lecteurs.

Si je vous écris de l'Equateur, c'est que je m'y suis exilé volontairement suite à des tortures et insultes des plus humiliantes et violentes. C'est là le sort d'autres camarades détenus actuellement ou qui sont en liberté. Les autres exilés ont dû aussi souffrir comme moi à un moment ou à un autre. J'ai finalement quitté ma patrie à cause des menaces de mort et du harcèlement constant de la part des corps répressifs. En effet, vivre en liberté dans mon pays — après avoir été prisonnier — signifie "passer à l'autre monde" (être assassiné) par les différents corps de sécurité ou groupes paramilitaires fascistes qui sont nombreux en Colombie. Tout cela, je l'ai souffert parce que j'ai commis le "crime" de lutter pour le bien-être de mon peuple.

En conclusion, j'aimerais recevoir les informations nécessaires pour recevoir les différents numéros de COLOMBIA EN LUCHA. De plus, j'aimerais savoir comment je pourrais participer à la lutte que vous menez.

Vive la lutte du peuple colombien!

En combattant unis, nous vaincrons l'impérialisme yankee!

Colombie et Chili unis vers un seul objectif, la révolution!

L. — Quito, Equateur

## Du Chili

Santiago, 5 septembre 1980

Chers amis,

Le fait que pendant sept années nous n'avons entendu que les discours officiels a eu comme conséquence que la petite brèche qui s'est ouverte et qui sert de prétexte au plébiscite va provoquer une véritable euphorie politique dans notre pays. Cette euphorie, il va de soi, s'insère dans le contexte de ces sept années. D'une part, Pinochet est devenu un véritable démagogue et non simplement un clown comme nous le caractérisions au début. Il consacre la majeure partie de son temps à courir dans tous les coins du Chili avec un arsenal fabuleux dont aurait rêvé le meilleur candidat dans le temps, promettant l'impossible. Les cibles de sa fumisterie sont Frei et la Démocratie chrétienne, coupables d'infiltration marxiste, aux dires de l'extrême droite. D'autre part, on a autorisé, pour la première fois en sept ans, une assemblée politique dans le grand théâtre de Santiago, le Caupolicán. Toutefois, on a refusé à Frei, qui avait retenu personnellement le théâtre, l'accès aux postes de radio et de télévision nationaux. Cette assemblée visait à faire connaître l'opinion de l'opposition bourgeoise. On y a entendu le point de vue de l'alliance tactique (non officiellement reconnue) entre la Démocratie chrétienne et le Parti communiste, et leurs sympathisants. Cette alliance constitue la dite opposition bourgeoise. Les membres de l'opposition soutiennent que l'on doit participer au plébiscite et voter "non", malgré le fait qu'eux aussi reconnaissent publiquement que cela constitue un acte illégal qui ne représente pas une alternative car il n'est pas réalisé dans des conditions qui garantissent la liberté d'expression et autres droits démocratiques. L'opposition bourgeoise reconnaît même que la forme du plébiscite n'est qu'une tromperie. Elle a déclaré que les résultats seront évidemment manipulés pour les fins de la dictature et au sus de celle-ci.

Certains d'entre nous dénoncent à la fois le contenu et la forme du plébiscite-bidon et appellent à l'abstention active. Une peine de 60 jours de prison, ou 100 pesos par jour de prison, est prévue pour ceux qui s'abstiennent. De même, les votes annulés et les votes en blanc vont compter pour des "oui". La dictature a donc besoin de votes pour le

"non" pour justifier son triomphe "démocratique" aux yeux du monde afin de devenir une dictature constitutionnellement légale. Cela est tellement clair que Leigh lui-même a affirmé: "Ceci (le plébiscite) est l'institutionnalisation d'une dictature personnelle, absolutiste". En votant oui ou non, ou en annulant son vote, on indique non seulement son accord avec la nouvelle constitution mais on approuve aussi les articles de la période de transition qui permettront à Pinochet de rester au pouvoir (cette fois-ci légalement) pour environ 17 années de plus comme dictateur.

Plusieurs personnalités ont annoncé publiquement qu'ils n'iront pas voter. Ils le disent publiquement pour être sûrs qu'ils ne seront pas supplantés et que d'autres n'iront pas voter à leur place. C'est la première fois, à ma connaissance, que quelque chose du genre se produit dans notre pays. Parmi les personnalités on retrouve Jorge Rogers Sotomayors qui a dit qu'il se présentera devant les tribunaux au lendemain du plébiscite pour démontrer qu'il est absolument inconstitutionnel d'appliquer les peines annoncées pour ceux qui ne vont pas voter. Des attitudes comme celle-là sont importantes en ce qu'elles donnent du courage aux personnes qui ont l'intention de voter uniquement parce qu'elles ont peur même si elles savent que leur vote ne sert à rien.

Leigh a pour sa part formulé des déclarations qui manifestent son rejet de la dictature personnelle de Pinochet et qui dénoncent à la fois le contenu de la constitution et la forme utilisée pour qu'elle soit approuvée. Il a révélé, entre autres choses, que dans le cas de la soi-disant consultation du 4 janvier 1978, les résultats étaient manipulés au point que même les membres de la junte ne savaient pas le nombre exact de oui et de non. Ces déclarations ont été publiées dans "HOY" de la dernière semaine d'août.

Au moment où je vous écris, on ne connaît pas encore de façon certaine la position de tous les secteurs politiques face au plébiscite. Ceux qui à l'heure actuelle sont en faveur de l'abstention active sont: le MAPU — Parti des travailleurs; le Parti communiste révolutionnaire du Chili; le groupe Arauco du Parti socialiste; une autre section du Parti socialiste qui signe "Direction nationale — Théorie et action"; le MIR; et un secteur de la Jeunesse communiste (il semblerait que ces derniers aient été rayés de la liste de ceux qui appellent à l'abstention).

Un comité pour l'abstention est en train de se constituer à partir d'organisations de base avec l'appui des secteurs politiques qui soutiennent cette position. On est en train de mettre ce comité sur pied avec l'objectif de le maintenir et de le développer au-delà de la conjoncture actuelle pour qu'il devienne la concrétisation d'un pôle alternatif de lutte contre la dictature de la part des sec-



teurs qui ne font pas partie de l'opposition bourgeoise. Les groupes suivants ont assisté à la première réunion du comité: la FUT (Fédération unifiée des travailleurs), dirigée par Frez; le CODES (Comité de défense des droits syndicaux) et le CODEH (Comité de défense des droits humains), dirigés par Clotario Blest; le regroupement des détenus et disparus; des représentants de secteurs de la localité de Renca, de la zone sud et de la localité La Bandera. Il y avait également des étudiants du secondaire et de pédagogie de l'Université du Chili, des travailleurs de l'industrie Panal et de la compagnie de "La Salud" et plusieurs organismes de travailleurs. Quelques personnalités comme Fabiola Letelier (Soeur d'Orlando Letelier, ex-ministre d'Allende assassiné par les fascistes aux Etats-Unis), le religieux Marotto et Fernando Castillo étaient aussi présents.

Parmi les choses qui ont été discutées, il y a eu le fait qu'on devait adopter

une position flexible vis-à-vis les secteurs et les personnes qui allaient voter "non" et distinguer les personnes qui allaient voter par peur de perdre leur emploi, mais qui savent que le plébiscite est une farce, des personnes et dirigeants qui appellent consciemment à voter non, faisant par là le jeu des fascistes.

On a également enregistré sur cassette une entrevue avec Don Clotario Blest, entrevue dont nous vous envoyons le compte rendu, par écrit bien entendu (il est dommage que nous ne puissions vous faire parvenir la cassette).

Comme vous pouvez le constater, la situation est intéressante et très favorable pour faire avancer notre tactique de pôle alternatif.

Recevez une accolade chaleureuse et des salutations de la terre qui vous attend.

S.L. — Santiago, Chili

# Une tâche urgente et concrète

La production de la presse clandestine est une tâche de la Résistance chilienne qui prend de plus en plus d'importance pour la mobilisation de grands secteurs de notre peuple contre la dictature.

La propagande est décentralisée afin d'assurer la continuité et la flexibilité, qui permettent de l'adapter à toute nouvelle situation. C'est aussi en assurant ces deux facteurs qu'il est possible de maintenir la production et la diffusion de la presse clandestine malgré les efforts des forces réactionnaires pour la liquider.

Chaque comité de la Résistance doit donc assurer l'infrastructure matérielle nécessaire à la production de la presse clandestine. Or, cela n'est pas chose facile. Il

faut en effet beaucoup d'argent pour louer un local, acheter des machines à écrire et à polycopier, du papier, de l'encre, des stencils, etc. Il ne faut pas oublier qu'avec la misère extrême qui règne présentement au Chili, le peuple ne dispose pas de beaucoup d'argent.

Compte tenu qu'il faut développer la presse clandestine et soutenir concrètement la Résistance chilienne, nous appelons tous ceux à l'étranger qui appuient la lutte de la Résistance chilienne à appuyer financièrement sa presse clandestine.

Toutes les contributions doivent être envoyées par chèque ou mandat-poste au nom de M. Guerrien à: ANCHA, CP 59, Paris 75623, Cedex 13, France.

Camarades de ANCHA, je vous envoie ma contribution pour aider chaque comité de Résistance à disposer de son propre atelier de propagande dans la lutte contre la dictature.

Nom: .....

Adresse: .....

- ..... 10 francs (\$2.50) pour l'achat de papier
- ..... 20 francs (\$5.00) pour un tube d'encre
- ..... 50 francs (\$12.50) pour l'achat de stencils
- ..... 100 francs (\$25.00) pour l'achat de règles, et autre matériel de dessin
- ..... 250 francs (\$62.50) pour l'achat d'une machine à polycopier de type "vietnamien"
- ..... 500 francs (\$125.00) pour l'achat d'une machine à écrire
- ..... 1000 francs (\$250.00) pour l'achat d'une machine à polycopier manuelle
- ..... 1500 francs (\$425.00) pour un atelier équipé

## ABONNEZ-VOUS A ANCHA



Pour toute correspondance, adressez-vous à:  
ANCHA CP 59, Paris 75623 CEDEX 13, France

Pour vous abonner:

**En Europe:**

Envoyez vos chèques ou mandats-poste au nom de Bernard Guerrien a/s  
ANCHA, CP 59, Paris 75623 CEDEX 13, France

**En Amérique du Nord, Amérique centrale et Amérique du Sud:**

Envoyez vos chèques ou mandats-poste à  
Distribution Premier Mai, 1407 d'Iberville, Montréal, Québec, Canada, H2K 3B1

Prix pour un abonnement de 12 numéros:

**Europe:** Pour 1 an: France= 30 Francs (français), autres pays = 50 Francs (français)

Un abonnement de soutien est de 100 Francs pour n'importe quel pays.

**Amérique du Nord, centrale et du Sud:** Pour 1 an: \$6.00 (canadiens)

Abonnement de soutien = \$25.00 (canadiens)

Nom: .....

Adresse: .....

Pays: .....

Langue: .....